

## « Climat, justice sociale – Décrochons Macron ! », Le collectif « Action Non Violente - COP 21 Auch » passe à l'action

Onze militants climat réquisitionnent à leur tour le portrait du président Macron à Barran



« Climat, justice sociale – Décrochons Macron ! », Le collectif « Action Non Violente - COP 21 Auch » passe à l'action

### Communiqué ANV COP 21

" Ce samedi matin 8 juin, 11 militants climat d'Action Non Violente - COP 21 (ANV COP 21 Auch) se sont emparés du portrait officiel du président Macron, dans la mairie de Barran. En dépit des condamnations prononcées par les ministres Franck Riester, Bruno Le Maire et Sébastien Lecornu et une répression démesurée, les militants restent déterminés à dénoncer l'inaction d'un président Macron se contentant de beaux slogans et de grands débats face à l'urgence climatique et sociale. Brandissant des banderoles où l'on pouvait lire « Climat, justice sociale : où est Macron ? » ou encore « Climat, justice sociale, sortons Macron ! », les militants répondent ainsi à l'appel lancé pour généraliser de telles actions de réquisition sur la France entière. Soixante-dix actions de réquisition ont été menées en tout, à Paris, à Lyon, en Alsace, au Pays-Basque, dans le Loiret, l'Ain ou encore les Pyrénées-Orientales.

« Ce décalage permanent entre les slogans de type Make our planet great again et les actes réels ne sont plus supportables » affirme Théaud, un des activistes ayant participé à la réquisition. « Avec une taxe carbone socialement injuste et dont la majorité des recettes n'étaient pas affectées à la transition écologique, le président Macron a détourné un outil qui devrait être au service de la transition énergétique et de la solidarité nationale, pour payer les cadeaux fiscaux qu'il a fait à ses riches amis. Il veut aujourd'hui nous enfermer dans un énième grand débat alors que ce qu'on lui demande c'est d'agir immédiatement et massivement contre un péril décrit depuis des décennies par les scientifiques ».

La réponse gouvernementale n'est pas à la hauteur des enjeux.

Mercredi 27 février, le ministre de la Transition écologique et solidaire François de Rugy recevait 175 signataires de la pétition l'Affaire du Siècle. Déçues par la réponse du gouvernement, les quatre ONG à l'origine de la pétition ont annoncé un recours devant le tribunal administratif de Paris. « On ne le fait pas par plaisir, mais si nous devons nous faire arrêter et juger pour que les choses changent, nous sommes prêts. », explique Fred, d'ANV-COP21 Auch. « L'urgence sociale et climatique est sous nos yeux, le vrai crime serait de se contenter de discours. Nous ne céderons pas au chantage de la répression, nous continuerons à "décrocher Macron" des mairies pour lui faire voir le dérèglement climatique et l'extinction de la biodiversité en cours d'accélération, pour lui faire entendre les clameurs des gens en colère. ».



2019-06-08 10.53.44.jpg